

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



lundi 7 octobre 2019

Immigration : Macron insulte les classes populaires

Le débat sur l'immigration voulu par Macron s'ouvre lundi à l'Assemblée nationale, mercredi au Sénat. Mais Macron veut surtout qu'on en parle... partout. Haï, Macron a décidé de chasser sur les terres des Le Pen, espérant sans doute se rétablir dans l'opinion populaire. Avant de s'en prendre à nouveau à ces mêmes classes populaires. Il croit peut-être que nous n'avons pas vu qu'il est sourd à nos problèmes dès lors qu'il s'agit de salaires, de retraites, de services publics !

Désintox : « La France premier pays européen pour les demandeurs d'asile ? »

Macron et ses scribouilleurs prétendent qu'elle est en passe de le devenir. C'est honteusement mensonger. Quand on compare ce qui est comparable, la France est au 11^e rang européen pour le nombre de demandes d'asile par million d'habitants, et même au 15^e rang par rapport aux richesses produites (PIB). Sur 28. Pas de quoi se vanter !

Macron veut réduire l'Aide médicale d'État

Macron pointe l'Aide médicale d'État (AME) dont on nous serine qu'elle frise le milliard d'euros, que la France est la seule à prévoir un tel dispositif trop « attractif ». Mensonges encore ! La France est le seul pays à avoir osé mettre ce budget à part, comme pour le pointer du doigt ! Ailleurs, on soigne aussi les migrants, mais dans les dispositifs ordinaires, c'est tout. Les soigner relève d'ailleurs non seulement d'un minimum de solidarité humaine, mais c'est indispensable : diminuer l'AME, c'est précipiter les migrants malades aux urgences, ce qui coûterait 50 % plus cher. Et ne pas les soigner, c'est tout simplement prendre un risque sanitaire pour tout le monde : les trois principales causes d'hospitalisation des migrants sont la tuberculose, le SIDA et les accouchements sous césarienne.

Que faudrait-il faire ? Laisser mourir les tuberculeux, les porteurs du VIH ou les mères dont l'accouchement est difficile sous prétexte qu'il s'agit de migrants sans papiers ? Macron dit vouloir agir « avec fermeté et humanité » ! Sa fermeté, on connaît, elle « crève les yeux », comme l'ont scandé les Gilets jaunes. Quant à son humanité, consiste-t-elle à laisser les camps de migrants coincés sur les bretelles du périphérique parisien, par tous les

temps, avec des familles entières vivant dans des conditions d'insalubrité honteuses ?

Oser employer les mots humanisme ou humanité devrait brûler la bouche de Macron et ses sbires !

Calculs crapuleux

Mais Macron n'est pas seulement en quête d'une hausse dans les sondages pour de petits calculs électoraux. Il voudrait avoir les coudées franches pour s'en prendre à toutes les classes populaires avec les réformes qu'il a prévues, à commencer par celle des retraites.

Et aussi durcir les conditions d'immigration parce car il sait très bien que la politique que mènent les grandes puissances comme la France ne peut que jeter sur les routes des masses toujours plus nombreuses de réfugiés : les guerres pour dominer tel marché des matières premières (comme ces terres rares présentes dans les éoliennes, les smartphones, les ordinateurs et les batteries des voitures « écolos » et qui sont concentrées au Congo), le dérèglement climatique provoqué par leurs industriels pollueurs ne peuvent que multiplier les déplacements de populations qui fuient leur région devenu invivable.

Les chefs d'État comme Macron veulent que les patrons puissent choisir leurs migrants et que les autres restent cantonnés loin de l'Europe : car les principaux pays d'accueil des migrants ne sont pas en Europe mais en Afrique. Et, quand ils sont parqués dans des camps proches de l'Europe ou en Europe, il s'agit de la Turquie, de la Grèce, de Malte, de Chypre d'où ils ne peuvent sortir du fait des règles dites « de Dublin ».

Si on ne le savait pas, on en a la confirmation : il n'y a pas de grosses différences entre un Macron et une Le Pen, prêts à toutes les bassesses démagogiques.

C'est la direction qu'il faut externaliser

Lundi 7 septembre, après la convocation d'un CSE en catimini la direction de Carrières a annoncé l'externalisation de 29 collègues travaillant en logistique et au montage moteur, La direction n'en est pas à son coup d'essai, avec l'externalisation du service informatique, de la maintenance et cela sans compter les innombrables collègues prestataires sans qui les projets ne pourraient pas tourner, Sauf que cette fois-ci la direction attaque des services entiers ! Chez Opel se sont aussi 700 collègues à qui on a imposé un transfert chez Segula. PSA rêve de prestataires à tous les étages pour nous payer moins cher et nous virer à son bon vouloir.

Ce n'est pas le boulot qui manque, ni l'argent. Alors aucune raison d'accepter ce saucissonnage de nos statuts. La solidarité doit s'exprimer le plus largement possible car c'est bien cela que la direction redoute.

Aller sans retour

Plusieurs des collègues concernés par le projet d'externalisation de la logistique viennent de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, fermée en 2014. D'Aulnay à la Garenne, de la Garenne à Carrières et maintenant de Carrière à nulle part, voici le trajet que leur propose la direction. Avec un tel historique il est normal de n'accorder aucune confiance aux promesses de la direction. D'autant qu'ils ne sont pas les seuls à venir d'Aulnay-sous-Bois. Côté direction aussi, mais pour ceux-là, les suppressions d'emplois c'est synonyme de promotion.

PSA le licencié

À Mulhouse, PSA ne parle pas d'externalisation, pas besoin, il y a suffisamment d'intérimaires à utiliser comme variable d'ajustement. Et la direction n'y vas pas avec le dos de la cuillère. Après avoir annoncé mettre fin à l'équipe de nuit en octobre, puis qu'elle continuerait jusqu'en 2020, elle a déclaré le 30 septembre qu'elle supprimerait l'équipe de nuit en fin d'année.

Voilà 1 000 licenciements que PSA peut éviter d'assumer grâce à la précarité dans laquelle vivent et travaillent les intérimaires.

Des milliers de jeunes renvoyés au chômage, des salariés de plus de 55 ans usés et maintenus sur la chaîne voilà la société rêvée façon PSA.

La grève à General Motors continue !

Près de 50 000 salariés de GM sont en grève depuis le 16 septembre. La production est à l'arrêt aux États-Unis, des usines canadiennes sont touchées, le groupe perd 100 millions de dollars par jour.

Aux États-Unis, la grève, ce n'est pas tous les jours que ça arrive. Le syndicat américain des travailleurs de l'Automobile UAW demande des augmentations de salaires, des embauches, le maintien en activité de toutes les usines, l'embauche des intérimaires.

Depuis la crise de 2008, GM avait imposé des

sacrifices aux travailleurs, y compris avec la complicité de UAW. Les ouvriers montrent leur force par la grève : qui sait ce qu'elle pourrait entraîner au-delà de GM chez ceux de Ford et de Fiat-Chrysler qui ont les regards portés sur eux ?

Bla-bla en vue sur le climat

Face à l'urgence climatique, Macron n'a rien trouvé de mieux qu'une « assemblée citoyenne » de 150 personnes tirées au sort. Leur mission : trouver comment baisser les émissions françaises de gaz à effet de serre de 40 % d'ici à 2030. Yes !

Gageons que, s'ils parviennent à la seule conclusion possible – retirer les pouvoirs de nuisance exorbitants des dirigeants d'entreprise et faire contrôler par la population les conditions de la production –, Macron ne les suivra pas !

Incendie de Rouen : laxisme et incurie

L'accident industriel de Lubrizol est le plus important en France depuis celui d'AZF en 2001. Pas de morts... pour l'instant. Mais ce n'est qu'à retardement que l'accident de Seveso en Italie en 1976 a fait des victimes.

On découvre aujourd'hui qu'une grosse partie des produits qui ont brûlé étaient stockés dans l'usine voisine, sans qu'on sache quels produits y ont brûlé ! Et Lubrizol veut refiler la patate chaude à ces voisins, alors que rien n'explique pourquoi leurs produits étaient stockés ailleurs, ni pourquoi le feu a pu se propager.

Lubrizol était classée « Seveso seuil haut », mais les sirènes n'ont alerté la population que plus de quatre heures après le début de l'incendie. Les pompiers et policiers ont été envoyés sur les lieux sans masque à gaz. En 2013, il y avait déjà eu une fuite de gaz toxique et un déversement d'huile dans le réseau d'eaux pluviales. L'entreprise avait écopé d'une amende de... 4 000 € !

Les habitants de l'agglomération sont pris de vomissements, mais les autorités affirment qu'il n'y a pas de danger. Qui peut les croire ? Et ils ont osé renvoyer les enfants dans les écoles malgré la présence de suies toxiques.

La priorité des capitalistes, c'est le profit, pas la sécurité. Il est grand temps que les travailleurs des entreprises et la population environnante puissent contrôler ce qui se produit et comment on le produit. En supprimant les « secrets » industriels ou commerciaux qui sont d'abord là pour permettre aux patrons d'agir sans contrôle.

Les milliers d'habitants qui ont manifesté mardi 1^{er} octobre pour exiger la transparence ont mille fois raison de se méfier d'un gouvernement avant tout au service des capitalistes